Reportage — Forêts

82 heures pour sauver l'Office national des forêts

Par Amélie Quentel et Mathieu Génon (photographies)
2 novembre 2022 à 09h57,
Durée de lecture : 6 minutes

Alors que l'Assemblée nationale devrait voter très prochainement le budget 2023 de l'Office national des forêts, associations et syndicats organisent depuis le 31 octobre une action visant à sauver ce service public.

Paris, reportage

« Lou, Jean-Alain, Thierry, Claudio, Violette, Nadine, Ginette, Brad… Pitt — c'est pour vérifier que les gens écoutent ! » Perché sur une petite estrade installée devant une rangée de tilleuls, Thomas Brail, fondateur du Groupe national de surveillance des arbres (GNSA), déclame depuis plusieurs minutes une liste de noms. À sa droite, les secondes et les minutes défilent sur un énorme chronomètre ; devant lui, on peut lire : 177 602, soit le nombre de personnes ayant signé, à l'instant T, une pétition contre la privatisation de l'Office national des forêts (ONF), gestionnaire de la forêt publique. Ce sont leurs noms que Thomas Brail lit à voix haute — temps de lecture estimé pour rendre hommage à l'ensemble des signataires : 82 heures non-stop.

Nous sommes le 31 octobre, sur l'esplanade des Invalides à Paris, et l'action les 82 heures pour sauver l'ONF, qui dure jusqu'au jeudi 3 novembre, a démarré en début d'après-midi. Ni la date ni le lieu de cette opération, coorganisée par l'association Canopée et le Snupfen Solidaires (syndicat majoritaire de l'ONF), n'ont été choisis au hasard : à 500 mètres de là, l'examen de la seconde partie du projet de loi de finances (PLF) vient de commencer à l'Assemblée nationale.

Lecture des noms de signataires aux 82 heures pour sauver l'ONF, à Paris, le 31 octobre 2022. *©Mathieu Génon / Reporterre*

C'est à cette occasion que sera voté le budget de l'ONF pour 2023, vraisemblablement le 3 novembre — reste à savoir si le gouvernement enclenchera d'ici là un 49.3, qui lui permettrait d'éviter tout débat parlementaire. Ainsi, Canopée et le Snupfen entendent médiatiser, jusqu'à la dernière minute, leur combat contre la destruction de ce service public. Le temps presse pour inverser la tendance : alors que les massifs forestiers n'ont cessé de brûler cet été, 475 suppressions de postes supplémentaires sont prévues à l'ONF d'ici 2025.

Yann Arthus-Bertrand (à g.) et Thomas Brail. *©Mathieu Génon / Reporterre*

« Arriver à une victoire après vingt ans de lutte »

« Depuis vingt ans, l'ONF a perdu 38 % de ses effectifs, alors que la surface de forêts dont doivent s'occuper les gardes forestiers est restée la même, et que les contraintes climatiques sont de plus en plus importantes », dit Bruno Doucet, chargé de

campagne forêts françaises chez Canopée. Malgré ce constat accablant, le jeune homme garde espoir : dans le cadre du PLF, soixante amendements concernant l'ONF ont été déposés par des députés issus de tous les partis. Ceux-ci vont de la création de 4 000 équivalents temps plein en 2023, au maintien des effectifs actuels l'année prochaine (95 postes pourraient être supprimés en 2023).

Frédéric Bedel, ingénieur forestier à l'ONF. *©Mathieu Génon / Reporterre*

« Cela serait déjà une grande victoire, car on inverserait la tendance à l'œuvre depuis vingt ans. Normalement, ça va déjà le faire pour le maintien des postes ; reste à voir jusqu'où l'on peut aller », assure Bruno, dont l'association a fourni un gros travail de plaidoyer ces dernières années. Dernier en date : l'organisation en septembre, à la Maison de la Chimie, d'un colloque transpartisan à destination des députés concernant l'ONF et l'avenir des forêts françaises.

Cyril Gilet, secrétaire régional Bourgogne de la Snupfen. *©Mathieu Génon / Reporterre*

« On va peut-être enfin arriver à une victoire après vingt ans de lutte, d'actions, de manifs et d'alliances avec des associations et ONG écolos, que l'on élargit d'ailleurs de plus en plus : le collectif Plus jamais ça nous a apporté son soutien. On n'a jamais été aussi près : les incendies de cet été ont semble-t-il créé un choc au niveau politique », développe Frédéric Bedel, ingénieur forestier à l'ONF et membre du Snupfen. Son camarade syndicaliste Philippe Canal, au képi de forestier, abonde : *« On a réussi à faire comprendre qu'il y avait un problème avec la forêt, et à porter le débat au Parlement. »* Une crise à la fois sociale et écologique, induite par trente ans de réformes néolibérales.

« Un service public vivant est plus à même de défendre une forêt vivante »

Burn-out, dépressions, suicides (plus de cinquante ont été recensés au sein de l'établissement public depuis 2005)... *« J'ai vu nos conditions de travail se dégrader, avec une énorme perte de sens. On avait une grande polyvalence — missions d'éducation à l'environnement, d'accueil du public, de protection de la biodiversité... —, qui maintenant se réduit à peau de chagrin à cause des contraintes budgétaires »*, raconte Philippe Canal.

Et d'ajouter : *« On industrialise la gestion de*

la forêt : avant, c'était à la filière bois de s'adapter à la forêt, et à présent, c'est l'inverse. Il faut toujours plus de rentabilité, via une production de bois toujours plus grande, là où l'ONF est de base un service public censé défendre l'intérêt général. » Un constat partagé par Thomas Brail du GNSA : *« Des résineux ont été plantés en masse, car ce sont des essences faciles à travailler, pour ensuite permettre une production industrielle et massive de bois. Or, si on ne revient pas à des forêts diversifiées et résilientes, on ne passera pas le cap. Quand on fait du mal à la forêt, on fait du mal à la société dans son ensemble. »*

« La forêt est un bien commun, qui nécessite des politiques de long terme, sans recherche de profits, résume Frédéric Bedel. *Notre secteur permet d'illustrer facilement la nécessité d'avoir des services publics forts. Notre combat peut être exemplaire pour d'autres secteurs : la santé, l'éducation... »*

En tout cas, le chronomètre, lui, continue à tourner : son écran affiche plus de 3 heures et 55 minutes. Sur l'estrade, le philosophe et pisteur Baptiste Morizot s'emploie à une enthousiasmante démonstration, qui tente de dépasser un point de vue purement anthropocentrique : *« Le service public forestier peut défendre l'intérêt de la forêt elle-même [...]. Défendre les services publics, ce n'est pas seulement défendre des métiers ou des valeurs propres à une certaine conception de l'État, c'est aussi défendre certains milieux vivants. Un service public vivant est plus à même de défendre une forêt vivante. »*

« Même si le gouvernement active le 49.3, nous ne lâcherons pas sur cette question », lance la députée insoumise Mathilde Panot. La pluie commence à tomber, le groupe se réfugie sous un petit barnum. Une dame continue à lire le nom des signataires de la pétition, qui est passée à 177 880 signatures.

Bruno Doucet (Canopée) lisant les noms des signataires. *©Mathieu Génon / Reporterre*

1 / 17 **Frédéric Bedel, ingénieur**

Forêts